

I - Programme de l'épreuve orale de leçon.

Le programme des options A (littérature) et B (civilisation) est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité de l'agrégation externe :

A - Littérature

1 – William Shakespeare. *Hamlet, Prince of Denmark* [c. 1601]. (Edited by Philip Edwards. Revised with a new introduction by Heather Hirschfeld). Cambridge, Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2019.

2 – Charlotte Lennox, *The Female Quixote* [1752]. (Edited with Notes by Amanda Gilroy and Wil Verhoeven. Introduction by Amanda Gilroy). Londres, Penguin (Penguin Classics), 2006.

3 – Francis Scott Fitzgerald. *Tender is the Night* [1934]. Londres, Penguin (Penguin English Library), 2018.

4 – Anonyme, *Sir Gawain and the Green Knight* [c. 1400], *A New Verse Translation by Simon Armitage*. Londres, New York, Norton, 2008 ; et le film *The Green Knight*, réalisé par David Lowery, 2021.

5 – T.S. Eliot, *Collected Poems 1909-1962*. Londres, Faber, 1963. Du début (*Prufrock and Other Observations*) jusqu'aux *Unfinished Poems*.

B – Civilisation

1 – Émergence et transformations du puritanisme en Angleterre, 1559-1642

Présentation générale du sujet

Le sujet proposé porte sur l'émergence, la définition et l'évolution du puritanisme en tant que courant politique, religieux et culturel depuis son apparition au début du règne d'Élisabeth I^{ère} (1558-1603) avec le « Règlement élisabéthain » (*Elizabethan Settlement*, 1559), jusqu'à son apogée au début des années 1640, au seuil des guerres civiles qu'on a aussi parfois appelées « Révolution puritaine ».

En 1563, le clergé, réuni en assemblée (*Canterbury Convocation*), formule les Trente-Neuf Articles qui seront finalement révisés en 1571, adoptés par le Parlement puis imposés à l'ensemble du clergé. L'ambiguïté de ces Articles sur un certain nombre d'aspects de la doctrine provoque le mécontentement de ceux qui sont partisans d'une réforme complète de l'Église, afin qu'elle se distingue plus radicalement du catholicisme. Ainsi, en 1572, deux jeunes ministres londoniens, John Field et Thomas Wilcox, rédigent *An Admonition to the Parliament* pour dénoncer les concessions faites au catholicisme dans l'Église d'Angleterre et proposer une organisation presbytérienne, inaugurant ainsi une controverse célèbre à laquelle prennent part Thomas Cartwright et John Whitgift (*Admonition controversy*).

Face aux refus répétés de la reine et du Parlement, le mouvement de contestation s'organise et élabore des stratégies pour se faire entendre, comme en témoigne la controverse de Marprelate en 1588-1590, au cours de laquelle est imprimée, par des presses secrètes, une série de pamphlets anonymes s'attaquant en particulier au gouvernement de l'Église d'Angleterre par des évêques et proposant à la place un système presbytérien. Ces publications conduisent à un renforcement de la répression et lorsque Jacques VI d'Écosse accède au trône d'Angleterre (1603-1625), ceux qu'on appelle désormais couramment les puritains espèrent que le nouveau souverain Stuart se montrera plus conciliant. Cependant, la Pétition des Mille (*Millenary Petition*) qu'ils lui soumettent dès 1603 pour obtenir de nouvelles réformes de l'Église d'Angleterre ne reçoit pas les réponses attendues lors de la Conférence d'Hampton Court qui s'ouvre en janvier 1604, même si une nouvelle traduction de la Bible (*King James Bible*, 1611) y est décidée.

Malgré la victoire doctrinale du calvinisme au plan international lors du synode de Dordrecht (1618), les revendications religieuses des puritains, dont leur opposition aux *Books of Sports* (1618 et 1633), restent lettre morte en Angleterre. Tout au long du règne de Jacques (VI d'Écosse / I^{er} d'Angleterre), mais surtout de son successeur Charles I^{er} (1625-1649), le conflit entre le mouvement puritain – de plus en plus présent au sein même du Parlement – et la monarchie se durcit. Les membres puritains du Parlement désapprouvent la politique des deux souverains, en particulier la réaffirmation du droit divin des rois (qui les fait user trop souvent de la prérogative royale, aux yeux de leurs détracteurs), l'arminianisme et les « innovations » de William Laud



(1573-1645) qui conduisent, entre autres, à de vastes projets d'embellissement des lieux de culte. Devant la censure, certains puritains s'exilent, sur le continent ou en Amérique du Nord, où ils fondent leurs propres communautés religieuses, à Plymouth en 1620, puis à Boston dix ans plus tard ; d'autres commencent à expérimenter des modes d'organisation ecclésiale séparément de l'Église d'Angleterre. L'opposition politique des puritains au sein du Parlement d'Angleterre se renforce et s'organise au cours du règne de Charles I^{er}, au point de conduire à un conflit armé, opposant parlementaires et royalistes tout au long des années 1640, suite à la tentative d'imposer le Livre des Prières Publiques en Écosse.

L'étude de l'émergence et des transformations du puritanisme aux XVI^e et XVII^e siècles ne saurait ainsi se limiter rigoureusement à l'Angleterre seule, comme en témoignent par exemple l'influence de John Knox et le presbytérianisme de la *kirk*, les massacres de 1641 en Irlande, ou encore les migrations transatlantiques des puritains. Les circulations au sein des îles Britanniques et dans l'espace atlantique constituent ainsi un cadre global qui éclaire et met en perspective les dynamiques anglaises, qui restent cependant le cœur du sujet.

Trois axes d'étude principaux

La périodisation retenue n'inclut pas les guerres civiles, dont l'issue marque la victoire des puritains, mais se termine en 1642, au moment où la suppression de tribunaux comme la Chambre étoilée et l'affaiblissement de la censure encouragent l'essor des sectes radicales, et où le Parlement réussit à convaincre la nation de souscrire à sa « Protestation » pour la défense de la religion protestante. À cette date, la puissance et la force de frappe des puritains, qui parviennent à constituer une armée contre la monarchie, ne font aucun doute. Trois grands axes seront étudiés à part égale. Le premier porte sur **(1) l'essor remarquable du puritanisme** qui n'est au départ que l'expression, souvent modérée ou en tout cas marginale, d'un mécontentement face à une Église d'Angleterre jugée encore trop proche du catholicisme, mais qui devient, au milieu du XVII^e siècle, un mouvement théologico-politique capable de mobiliser et d'unir les opposants à la monarchie Stuart, malgré la diversité de leurs origines et de leurs revendications doctrinales, organisationnelles et liturgiques. Il s'agit donc de s'intéresser à la montée en puissance du puritanisme tout en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une évolution progressive et régulière vers une prise de pouvoir, mais bien d'un essor souvent entravé et remis en question.

Le deuxième axe porte sur **(2) la définition même du puritanisme et sur l'identité des puritains**. Présenté comme un mouvement, comme une doctrine ou comme un mode de vie, le puritanisme n'est sans doute pas une religion en soi. Mais surtout, il ne s'agit pas d'un phénomène homogène, qui rassemblerait des individus partageant tous les mêmes croyances et les mêmes pratiques religieuses. Le terme péjoratif « puritain » apparaît en 1565, à l'occasion d'une querelle sur les vêtements sacerdotaux (*vestiarian controversy*). Polémique et malaisé à définir, il recouvre des réalités diverses : il n'y a pas grand-chose en commun, apparemment, entre les puritains modérés qui promeuvent la réforme au sein même de l'Église d'Angleterre dans la première moitié du XVII^e siècle, les congrégationalistes et les séparatistes. Pourtant, les puritains ont des positions religieuses et politiques identifiables, dictées par leur opposition franche au catholicisme : sur le plan religieux, ils condamnent certains rites de l'Église d'Angleterre et réclament une réforme des institutions ; sur le plan politique, ils prennent position contre l'Espagne papiste et la prérogative royale pour promouvoir le Parlement et le bien public. On a pu dire que le puritanisme se distinguait du protestantisme en termes de degré davantage que de nature, caractéristique qui a sans doute conduit au stéréotype du puritain extrémiste et fanatique, ainsi que par certains traits des « sectes religieuses » du second XVII^e siècle, que l'on associe parfois à ce mouvement.

Le troisième axe porte sur **(3) l'histoire sociale, culturelle et matérielle du puritanisme** à trois échelles : communautaire, familiale et personnelle. Si le mouvement puritain occupe une place essentielle dans l'histoire politique et religieuse de la première modernité, il est aussi important de s'intéresser aux puritains eux-mêmes, à leurs origines sociales et géographiques, à leur mode de vie ou encore à la place des femmes au sein du mouvement.

La culture puritaine est d'abord marquée, du point de vue collectif, par la centralité accordée au texte biblique, au strict respect du repos dominical, et par des pratiques communautaires comme les sermons, le chant des psaumes, les exercices liés à la prédication (*prophesyings, lectures*), la prière ou encore le jeûne. Ces pratiques se déroulaient dans des lieux dépouillés d'ornements visuels ou auditifs, les querelles sur les



vêtements, les images ou la musique ayant ponctué la période considérée. Les puritains se distinguent également par les rites entourant la naissance et la mort, par la façon de célébrer le mariage, de se nommer ou de se vêtir. Cette altérité revendiquée permet de comprendre les stratégies de contrôle social et de réforme morale qui leur sont associées, jusque dans la sphère économique. Les puritains, souvent issus de l'artisanat urbain ou de la classe marchande, insistent sur l'honnêteté. C'est leur mode de vie ascétique, leur méfiance envers le luxe et l'attention portée à la bonne réputation qui mena Max Weber à déceler chez eux l'« esprit » capitaliste sur lequel il fonde une partie de son œuvre.

Dans la sphère domestique, ensuite, l'éducation est essentielle. À côté des sermons et des ouvrages théologiques et doctrinaux, le clergé puritain est à l'origine d'une littérature dévotionnelle et pastorale (catéchismes, traités de conduite, méditations, arts du bien mourir...). Du point de vue individuel, enfin, l'examen de conscience et la recherche des preuves du salut étaient essentiels. Les puritains tenaient des journaux, composaient des autobiographies spirituelles, échangeaient des correspondances souvent très personnelles.

L'étude du puritanisme et de son histoire, souvent mal connus et victimes de nombreux stéréotypes et contresens alors même que leur héritage politique, religieux et économique continue d'irriguer la culture de pays d'expression anglophone, permet ainsi de mieux comprendre à la fois les fondements de l'Église d'Angleterre et les origines de la suprématie parlementaire au Royaume-Uni, de la liberté de conscience et de la tolérance.

2 – Les États-Unis et l'Amérique latine, de Franklin D. Roosevelt à Barack Obama, 1933-2017

Le sujet proposé porte sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, entre 1933, lorsque Franklin D. Roosevelt érige sa Politique de bon voisinage, renforçant ainsi l'initiative de son prédécesseur républicain, et 2017, après les efforts de Barack Obama pour normaliser les relations avec Cuba. La période couvre donc trois grands moments historiques : avant, pendant et après la guerre froide. Une attention toute particulière sera portée tout au long de la période étudiée à ce que l'on a appelé « l'arrière-cour » des États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Caraïbes), considérée par Washington comme sensible pour sa sécurité, d'où les multiples interventions dans la région. Les flux, légaux ou illégaux (économiques, commerciaux, migratoires), entre les deux zones y sont également historiquement étroits. Par contraste, les relations avec les pays d'Amérique du Sud, de la Colombie au Chili à l'Ouest, du Venezuela à l'Argentine à l'Est, apparaissent plus distantes, et n'occupent une place centrale qu'en cas de menace stratégique, comme ce fut le cas pendant la guerre froide (notamment Chili, Brésil et Argentine) ou, plus tard, dans la lutte contre le narcotrafic (Colombie notamment).

Si Washington détermine le plus souvent la teneur des relations avec l'Amérique latine, nombreux sont les exemples d'initiatives prises par les présidents latino-américains et suivies ou renforcées par les États-Unis. La permanence de la posture stratégique états-unienne sur le long terme, en dépit de variations circonstancielles, sera analysée à partir de plusieurs concepts clés : celui de « *Western Hemisphere* » et d'unicité des Amériques ; les concepts de sécurité, d'hégémonie, d'asymétrie, d'unilatéralisme et de multilatéralisme, de « *regime change* », d'antiaméricanisme, de modernisation, d'interdépendance et, pour la fin de la période, de multipolarité.

D'un point de vue historiographique, on distinguera particulièrement trois écoles : « l'establishment » ou l'interprétation « traditionnelle », qui tend à mettre l'accent sur la sécurité comme principale origine des décisions de Washington ; les « révisionnistes », qui insistent sur la primauté des intérêts économiques et voient la relation avec l'Amérique latine comme impérialiste ; enfin, plus récente, l'approche « internationaliste » s'intéresse à tous les acteurs, états-unis, latino-américains mais aussi, le cas échéant, soviétiques, et relativise le poids de l'hégémon états-unien.

A. Les enjeux sécuritaires et démocratiques

Dominant les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis la doctrine de Monroe (1823), la sécurité marque l'intégralité de la période étudiée. Sous la houlette de Washington, malgré quelques vicissitudes, la coopération élaborée lors de la Deuxième Guerre mondiale (accords de défense et de sécurité, coopération militaire et économique) jette les bases de la future organisation interaméricaine au début de la guerre froide. Les États-Unis mettent alors en place une architecture de sécurité (traité de Rio, Organisation des États



américains, traités bilatéraux d'aide militaire, École des Amériques...), puis n'hésitent pas à intervenir, directement ou indirectement, pour démettre tout régime proche de Moscou ou susceptible de le devenir, ou bien empêcher son arrivée au pouvoir. C'est le cas au Guatemala (1954), à Cuba à partir de 1961, au Brésil (1964), en République dominicaine (1965), au Chili (1964-73), au Nicaragua et plus généralement en Amérique centrale dans les années 1980, ainsi qu'à la Grenade (1983). Les ressorts de ces interventions, déterminants intérieurs et extérieurs, processus de prise de décision à Washington, conséquences, seront à considérer. L'intervention au Panama, en 1989, est la seule à ne pas être liée à la lutte contre l'expansion communiste. Si Washington soutient des dictatures militaires peu respectueuses des droits de l'homme mais perçues comme alliées dans cette lutte jugée prioritaire, la promotion de la démocratie, souvent éclipsée par l'anticommunisme, n'est cependant pas absente (Alliance pour le Progrès, politique des droits de l'homme [1975-1980], aide aux mouvements démocratiques). Elle deviendra l'une des priorités de la politique latino-américaine des États-Unis et le cœur de l'action de la communauté cubaine-américaine dans l'après-guerre froide. C'est également au nom d'une vision démocratique des relations interaméricaines que Carter signe les traités cédant à terme la gestion et la défense du canal au Panama (1977). Sur toute la période, on prêtera une attention particulière à la relation avec Cuba dont la Révolution castriste, au pouvoir dès 1959, a conditionné l'essentiel de la politique des États-Unis dans la région, au nom de « Plus jamais d'autres Cuba ».

La chute de l'URSS semble marquer la disparition de la menace exogène dans les Amériques. La lutte contre la production, le trafic de drogue, et la violence afférente devient alors l'un des axes prioritaires de Washington sur le continent et impacte la gestion de la frontière avec le Mexique. Des programmes de sécurité et de « guerre » contre le narcotraffic tels que l'Initiative andine, le Plan Colombie, l'Initiative Mérida et ses déclinaisons, ou CARSI en Amérique centrale, ponctuent toute la période 1989-2017.

La menace extracontinentale réapparaît cependant au XXI^e siècle. Les attentats du 11 septembre amènent à resserrer la coopération en termes de renseignement et d'antiterrorisme ; enfin, la Chine effectue une telle percée sur le continent qu'elle devient pour les États-Unis un véritable rival stratégique. C'est le retour de la doctrine de Monroe et, pour Washington, un nouveau défi.

B. Relations économiques, développement, politiques migratoires

Ces aspects accompagnent le plus souvent les politiques sécuritaires. Ainsi, le programme migratoire Bracero (1942-1964) permet à l'économie américaine de maintenir sa production pendant l'effort de guerre. Les migrations émanant de pays marxistes ou susceptibles de le devenir sont instrumentalisées. L'exode cubain vers les États-Unis devient ainsi une arme de propagande pendant la guerre froide. Des politiques supplétives sont renforcées ou mises en place pour favoriser le développement, perçu comme facteur de résistance au communisme international (commerce —« *trade, not aid* »—, programmes d'aide, Alliance pour le Progrès, Peace Corps, et plus généralement actions de l'Agence pour le développement international). Dès 1990, des mesures tentent d'aider certains pays via leur population en situation irrégulière aux États-Unis (*Temporary Protected Status*) ; plus tard, Washington élabore une approche holistique pour réduire les flux migratoires, notamment depuis les pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras, Salvador, 2014-2017).

Par ailleurs, les mesures différenciées prises à l'encontre des pays expropriant des compagnies américaines (par exemple Mexique, 1938 ; Guatemala, 1952-54 ; Cuba, 1960-62 ; Pérou, 1968-69 ; Chili, 1970-73) peuvent être interprétées à l'aune du risque politique perçu par Washington.

Pour résoudre les difficultés économiques endémiques de l'Amérique latine, Washington prône la privatisation, la mise en concurrence ainsi que le libre-échange, incarné dès 1992 par l'Accord de libre-échange nord-américain, suivi d'accords bilatéraux (Chili, Colombie, Panama, Pérou) ou régionaux (CAFTA-DR avec l'Amérique centrale et la République dominicaine). Au XXI^e siècle, les Sud-Américains se tournent ostensiblement vers d'autres partenaires, dont la Chine. Les États-Unis « perdraient »-ils l'Amérique latine ?

C. Les acteurs

Rares sont les présidents qui ont mis en place une politique spécifique et structurée à l'égard de l'ensemble de l'Amérique latine, la plupart réagissant au gré des événements, le plus souvent en fonction du contexte international. Outre le président, on prêtera attention à l'influence de certains responsables des affaires latino-américaines, à la Maison Blanche ou au département d'État, ainsi qu'aux différents départements concernés



et aux actions de la CIA. On s'intéressera également aux rapports (par exemple Rockefeller, 1969 ; Linowitz, 1974 et 1976 ; Kissinger, 1983) qui ont pu influencer la politique de l'exécutif.

Si l'idéologie des présidents et de leurs conseillers est soumise à de multiples contraintes imposées par les circonstances, il existe des différences notables entre ceux ayant perçu l'Amérique latine principalement au travers d'un prisme sécuritaire, et ceux qui ont tenté une approche holistique (Roosevelt et Kennedy dans une certaine mesure, Carter, Obama). Ces nuances idéologiques seront prises en compte dans l'analyse des relations.

Le système états-unien de pouvoirs et contre-pouvoirs et de démocratie pluraliste conduit également à s'intéresser au Congrès, où les débats permettent d'éclairer les enjeux pour la politique américaine et de révéler le jeu des influences. Le Congrès a pris des initiatives importantes guidant les relations interaméricaines, par exemple en matière d'expropriations, de droits de l'homme, de limites à toute intervention au Nicaragua (1982-1984), de lutte contre le narcotraffic, ou bien à l'égard de Cuba, entravant parfois la volonté de l'exécutif.

Afin de restreindre le périmètre d'étude, on limitera l'analyse aux acteurs états-uniens au plus haut niveau politique, essentiellement l'exécutif et le Congrès. Selon les circonstances, des syndicats, des ONG, des fondations, des chambres de commerce, l'Église catholique ou d'autres groupes religieux, pour ne citer que quelques exemples, ont pu influencer l'action gouvernementale, œuvrer avec ou contre elle. Il importe de tenir compte de cette dimension plus complexe, même si elle ne constitue pas le cœur du sujet.

Zone d'influence majeure des États-Unis, où s'exercent tous les ressorts de leur puissance mais aussi leurs faiblesses, l'Amérique latine, « étranger proche », reste étroitement liée à leur histoire politique et sociale. Unissant politique étrangère et déterminants intérieurs, l'étude de ces relations entre Nord et Sud sur le temps long permet de mieux appréhender la réalité et les débats de l'Amérique d'aujourd'hui.

Le programme de l'option C (linguistique) est celui des épreuves d'admission de l'agrégation externe :

C – Linguistique

Leçon :

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

La structure informationnelle de l'énoncé



II - Épreuve hors programme en anglais.

Lors de la préparation de l'épreuve, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.